

Bulletin d'histoire politique

La guerre en Afghanistan et en Irak : « lutte contre le terrorisme » ou imposition de la superpuissance militaire des États-Unis ?

Louis Gill



Volume 13, numéro 3, printemps 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055073ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055073ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gill, L. (2005). La guerre en Afghanistan et en Irak : « lutte contre le terrorisme » ou imposition de la superpuissance militaire des États-Unis ? *Bulletin d'histoire politique*, 13(3), 219–236. <https://doi.org/10.7202/1055073ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique, VLB Éditeur, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La guerre en Afghanistan et en Irak : « lutte contre le terrorisme » ou imposition de la superpuissance militaire des États-Unis¹ ?

LOUIS GILL

Cette réalité globale qu'on appelle la mondialisation, celle des marchés et de la finance, est au cœur des préoccupations d'aujourd'hui. Il ne faut jamais oublier que le militarisme en est une composante incontournable. Toute l'histoire du ~~XX~~^{XX}^e siècle en témoigne avec ses deux guerres mondiales et la multitude de conflits armés qui l'ont marquée. La suprématie économique, pour s'affirmer et s'imposer, a toujours reposé sur la suprématie militaire. Exercée pendant cent ans par la Grande-Bretagne, de la défaite napoléonienne de 1815 jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, cette suprématie économique et militaire est devenue depuis la Deuxième Guerre mondiale, comme on le sait, celle des États-Unis.

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, seule concurrente sérieuse de la suprématie militaire états-unienne pendant ces quarante années de « guerre froide » qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, des idéalistes pouvaient croire que les dépenses militaires mondiales allaient diminuer, que la course aux armements était terminée. Une étude réalisée par une équipe de chercheurs du FMI publiée en 1996² faisant le bilan des cinq premières années de l'après-mur de Berlin et le constat d'une chute des dépenses militaires, annonçait que le monde allait enfin « toucher les dividendes de la paix ».

Pour l'ensemble du monde, l'étude révélait une réduction nette de 121 milliards de dollars des États-Unis au cours de ces cinq années. Mais les chiffres globaux cachent toujours des réalités qui diffèrent d'un pays à l'autre. Et si une réduction draconienne avait effectivement été observée dans les pays de l'ex-URSS et dans ses ex-satellites, pays dévastés par la crise économique et l'effondrement de la planification centrale, cette réduction, pour les pays

capitalistes industrialisés, était dix fois moindre que celle de l'ex-URSS. Au même moment, pour ce qui est des États-Unis, loin de parler d'une réduction à venir de leurs dépenses militaires, on en prévoyait plutôt une augmentation fulgurante qui s'explique d'abord par la détermination de ce pays à imposer sa loi partout dans le monde, mais aussi par le coût croissant, voire exorbitant d'armes reposant sur une technologie de plus en plus avancée.

GUERRE EN AFGHANISTAN ET BUDGETS MILITAIRES

En octobre 2001, trois semaines après avoir déclenché leur guerre « antiterroriste » et s'être livrés à d'intenses bombardements du territoire afghan qui ont accentué le ravage d'un pays déjà en lambeaux, créé un gigantesque problème humain et provoqué la mort de victimes innocentes au sein de la population civile par l'accumulation de « bavures » ou d'« erreurs collatérales », le président Bush des États-Unis annonçait qu'une victoire rapide était exclue et qu'il fallait plutôt s'attendre à une longue guerre. Cette nouvelle survenait presque en même temps que l'annonce de l'octroi à la société Lockheed Martin d'un mégacontrat de 200 milliards de dollars pour la construction sur dix ans d'un nouvel avion de combat, le chasseur-bombardier *Joint Strike Fighter*, avion furtif supersonique à décollage court et atterrissage vertical, appelé à remplacer les avions F-16 actuellement en service.

Le projet du *Joint Strike Fighter* n'est pas un nouveau projet. Lorsque Bush lui a donné le feu vert, on en parlait déjà depuis plusieurs années. Parmi les questions cruciales reliées à sa mise en œuvre, il y avait d'abord et il y a toujours son coût très élevé et par conséquent sa lourde incidence budgétaire à une époque où l'élimination des déficits demeure pourtant, du moins en théorie, un impératif des politiques néolibérales, mais il y a aussi les interrogations quant à la justification de telles dépenses dans la période actuelle de « l'après-guerre froide » dont il est normal de penser qu'elle aurait pu être marquée par une réduction des dépenses militaires, après l'effondrement de l'URSS et de ses satellites. Il est utile de rappeler les préoccupations exprimées à cet égard en 1996 dans la revue états-unienne *Challenge* par un analyste du Secrétariat de la Défense des États-Unis, Franklin C. Spinney, qui a œuvré pendant plusieurs années en tant qu'ingénieur au service du Pentagone³. Malgré la fin de la guerre froide, écrivait-il, en lieu et place d'une réduction des dépenses militaires, il faut plutôt prévoir, à long terme, une explosion de ces dépenses, qui constituent une véritable bombe à retardement ! « La bombe budgétaire va détonner, dit-il, lorsque les armes qui sont présentement au stade de la recherche et du développement seront produites

au début du prochain siècle ». Nous y sommes maintenant et sommes en mesure de constater qu'il a vu juste.

La tendance inexorable à la hausse des dépenses militaires états-uniennes s'explique entre autres, soutient Spinney en se référant notamment au projet du *Joint Strike Fighter*, par le fait que les coûts des nouvelles armes, de plus en plus raffinées, sont exorbitants. Le coût moyen par avion de combat, précise-t-il, a augmenté systématiquement de 1953 à 1992, pendant les quarante années de la guerre froide, et à un rythme plus rapide que celui des dépenses militaires totales. Il est passé de 6,1 millions de dollars de 1996 au cours de la décennie 1953-1962 à 28 millions de dollars de 1996 en 1983-1992, étant multiplié par un facteur de 4,5 en trois décennies. Mais cette évolution n'est qu'un pâle signe annonciateur d'une tendance destinée à s'emballer au cours des décennies à venir, le coût d'achat moyen par avion devant passer à 87 millions de dollars de 1996 en 2003-2012, soit une augmentation de 210 % par rapport à la décennie 1983-1992. Compte tenu de cet accroissement des coûts, même si les dépenses pour l'achat d'avions de combat devaient selon les prévisions augmenter de 36 % par rapport à la décennie 1983-1992, le nombre d'avions achetés (792) serait inférieur de 56 % au nombre d'avions (1800) achetés en 1983-1992. Et si l'exemple des avions de combat est le plus significatif, souligne Spinney, la réalité est la même dans toutes les autres sphères de la production militaire (chars d'assaut, hélicoptères, pièces d'artillerie, etc.), où le coût par unité augmente plus vite que les dépenses totales pour ces pièces d'armement. Se dégageait donc de ces tendances une forte présomption en faveur d'une augmentation encore plus grande du budget militaire pour éviter une dégradation relative de la puissance militaire états-unienne.

La justification d'une telle augmentation allait être fournie par les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington. Trois mois après le déclenchement de sa « guerre contre le terrorisme » en Afghanistan, le président Bush annonçait dans son *Discours sur l'état de l'Union*, prononcé devant le Congrès des États-Unis le 29 janvier 2002, que cette guerre était loin d'être terminée. Après avoir évoqué l'hypothèse d'interventions militaires dans divers pays, comme le Soudan et la Somalie, soupçonnés d'abriter des organisations terroristes, et installé des troupes au Yémen et aux Philippines, il désignait explicitement l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord, accusés d'œuvrer à la construction « d'armes de destruction massive », comme des pays appartenant à « l'axe du mal » et comme des cibles éventuelles d'une intervention militaire des États-Unis. Pour démontrer le sérieux de ses intentions, il annonçait la plus forte augmentation des dépenses militaires des deux dernières décennies, un budget de la défense de 380 milliards de dollars pour l'année

2002-2003, en hausse de 15 % par rapport à l'année précédente. À lui seul, ce budget était l'équivalent du budget militaire des dix plus grandes puissances mondiales après les États-Unis. L'année suivante, à la faveur de la guerre déclenchée contre l'Irak en mars 2003, ce budget était porté à plus de 400 milliards de dollars.

UNE BOUÉE DE SAUVETAGE CONTRE LA RÉCESSION

« Notre pays est en guerre, notre économie en récession. . . Pourtant, l'état de notre Union n'a jamais été aussi solide », a dit le président Bush en introduction de son Discours sur l'état de l'Union le 29 janvier 2002. La guerre des États-Unis « contre le terrorisme » aura appris à quiconque pouvait encore en douter ce que signifie cet « état de l'Union plus solide que jamais ». Depuis le début de cette guerre, n'ont cessé de se succéder les manifestations états-uniennes d'unilatéralisme, d'affirmation de statut de superpuissance hégémonique imposant ses diktats au reste du monde, de marginalisation des institutions internationales, au premier titre de l'Organisation des Nations Unies, et de mépris du droit international, dont la convention de Genève sur les prisonniers de guerre.

En avertissant le monde que cette guerre allait se poursuivre longtemps, Bush déclarait qu'il entendait lutter avec la même détermination pour surmonter la récession économique qui frappait alors la principale puissance économique mondiale, la première dans laquelle les États-Unis étaient plongés depuis dix ans. Les deux objectifs sont loin d'être indépendants. Une relance des dépenses militaires se présentait en effet comme la bouée de sauvetage à laquelle faire appel une fois de plus pour combattre cette récession. Il ne faut pas oublier en effet que chaque crise qu'a connue l'économie mondiale au cours du xx^e siècle n'a pu être surmontée que par la relance des dépenses militaires, par le recours à l'économie d'armement, à l'économie de guerre ou à la guerre elle-même. Ce phénomène, qui *a priori* semble inattendu, est au contraire tout à fait normal en économie capitaliste, comme l'explique la théorie marxiste de la valeur et des crises : chaque crise en effet, par la destruction de valeur qu'elle entraîne, crée les conditions mêmes d'une reprise de l'activité économique en restaurant les conditions de rentabilité qui lui sont nécessaires. Les pages qui suivent ont précisément pour objectif d'illustrer le rôle particulier du militarisme, gigantesque destructeur de valeurs, dans ce processus spécifique de l'accumulation du capital qui est périodiquement secoué par des crises.

LES DÉPENSES MILITAIRES : DES DÉPENSES PUBLIQUES D'UN TYPE PARTICULIER⁴

Les dépenses militaires constituent une catégorie particulière de dépenses publiques. Leur évolution obéit à des impératifs différents de ceux qui déterminent les autres catégories de dépenses. Pendant la période de près d'un demi-siècle qui s'étend de la fin de la Deuxième Guerre mondiale au début des années 1990, elles ont connu, nous le savons, une formidable expansion, échappant aux mesures de compression qui, en période de difficultés économiques, frappent les autres catégories de dépenses publiques. Justifiées pendant toute cette période par la guerre froide entre l'Est et l'Ouest, elles se sont maintenues après l'effondrement politique et économique de l'URSS, même si elles ont connu dans ce nouveau contexte un certain ralentissement, comme nous venons de le voir. Les explications du caractère particulier des dépenses militaires qui viennent d'abord à l'esprit sont de nature politique. Mais derrière celles-ci, il y a les motivations économiques qui, si elles n'apparaissent pas comme aussi évidentes, n'en sont pas moins fondamentales.

Les dépenses militaires sont variées, allant du simple entretien des forces armées (salaires des militaires, logement, nourriture et vêtement, entretien des édifices, des aéroports militaires, des bases navales) au financement des activités militaires comme telles (manœuvres d'exercice, envoi de troupes de « dissuasion », déclenchement de guerres) en passant par l'achat d'armes, la construction et le renouvellement permanent de la force de frappe, la recherche et le développement. Ces diverses composantes ont forcément des rôles économiques différents. Certaines ne se distinguent en rien des autres dépenses publiques. Les salaires versés aux militaires, par exemple, ne se distinguent pas, du point de vue de leur incidence économique, des salaires versés aux fonctionnaires ou des prestations d'assurance-chômage. L'entretien d'un édifice public est indifférent au fait qu'il abrite le ministère de la Défense ou celui de la Justice. Si les dépenses militaires méritent d'être analysées séparément, c'est pour ce qu'elles ont de spécifique, de la production d'armes et des activités qui lui sont reliées jusqu'à leur utilisation dans la guerre.

DES DÉPENSES IMPRODUCTIVES

Précisons d'abord que, quel que soit l'usage auquel elles sont destinées, les dépenses publiques effectuées à des fins militaires sont des dépenses improductives. Comme dans le cas des travaux publics, l'État en tant qu'acheteur certain de la production militaire, garantit le profit des fournisseurs de

cette production et par là apporte son soutien à l'activité rentable. Cela, par contre, ne modifie en rien le caractère improductif des dépenses militaires. Celles-ci ne donnent pas lieu et, pourrait-on dire, encore moins que les travaux publics, à un investissement fructifiant par lui-même.

Qu'elle se déprécie à l'usage sur plusieurs années, qu'elle soit détruite de manière violente par la guerre, ou qu'elle finisse par être mise à l'écart pour cause d'obsolescence, la production militaire est tôt ou tard détruite. Achetée par l'État, elle est formellement offerte par lui à la consommation publique. Mais contrairement à l'éducation, à la santé, elle n'est pas réellement consommée par le public. Elle est tôt ou tard détruite, extraite de la circulation. Loin de contribuer à l'accumulation d'une masse de richesses, les dépenses militaires constituent un prélèvement sur cette masse ; comme les dépenses publiques d'infrastructure, elles ne « paient pas pour elles-mêmes ». Loin de donner lieu à un investissement qui fructifierait, elles puisent dans les ressources existantes ; tel un parasite, elles se nourrissent de l'organisme économique vivant. De plus, non seulement « l'investissement » public militaire qui en résulte ne fructifie pas lui-même, mais la base matérielle de son existence, l'armement, est vouée à la destruction.

DESTRUCTION « PROFITABLE » ET FORCE D'ENTRAÎNEMENT DE L'ÉCONOMIE

Sous cet éclairage, rien ne permet de comprendre que les dépenses militaires échappent ou à tout le moins résistent à la tendance générale aux compressions des dépenses publiques. Si on s'en tient aux observations dégagées jusqu'ici, qui mettent en lumière le caractère parasitaire des dépenses militaires et leur incidence économique négative, en toute logique on s'attendrait plutôt à ce qu'elles soient au moins l'objet des mêmes tendances à la diminution que les autres dépenses publiques et *a fortiori* en période de relâchement des tensions politiques mondiales. D'autant plus qu'elles apparaissent comme plus improductives encore, si on peut s'exprimer ainsi, que les autres dépenses publiques, du fait que non seulement « l'investissement » auquel elles donnent lieu ne fructifie pas, mais que leur part la plus significative est affectée à l'achat d'armement, c'est-à-dire à des produits voués tôt ou tard à la destruction. L'incitation à tourner le dos aux explications économiques de la croissance des dépenses militaires pour s'en tenir aux seules explications d'ordre politique s'en trouve renforcée.

Pourtant, même si cela n'est pas évident à première vue, la destruction de ressources réalisée par le militarisme, de manière violente à l'occasion des guerres, mais tout autant de manière régulière en dehors des guerres,

joue contradictoirement un rôle positif essentiel du point de vue de l'accumulation du capital. Celle-ci, on le sait, est marquée de crises périodiques dont la fonction est précisément de détruire la masse de valeurs surproduite, « d'assainir » par là l'économie, de restructurer le capital et lui assurer des conditions de rentabilité restaurées, nécessaires à la reprise. Cette fonction essentielle de destruction périodique de valeurs, qui se déploie à l'occasion des crises, le militarisme la réalise en quelque sorte de manière permanente. Improductives dans la mesure où elles ne donnent pas lieu à un investissement au sens strict, c'est-à-dire à un investissement qui rapporte, les dépenses militaires n'en sont pas moins un facteur d'entraînement de l'activité économique. En fournissant un débouché sûr à la production militaire, elles apportent une garantie étatique au profit des fournisseurs militaires et par ricochet au taux de profit moyen de l'ensemble de l'économie. Comme les autres dépenses publiques, elles permettent l'utilisation de capacités de production et de main-d'œuvre sous-utilisées. Elles agissent comme un stimulant de la demande globale. Elles constituent une force d'entraînement de l'économie. Mais on doit constater qu'elles constituent plus qu'une simple force d'entraînement parmi d'autres. Pourquoi les dépenses militaires exerceraient-elles un tel stimulant ? Leur incidence économique observée ne serait-elle pas tout simplement en proportion directe de leur envergure même, laquelle serait commandée finalement par des objectifs essentiellement politiques ? Pourquoi les mêmes sommes affectées à un vaste programme de travaux publics ne permettraient-elles pas d'exercer un stimulant au moins d'égale force sur l'activité économique ?

LE FONDEMENT ÉCONOMIQUE DES DÉPENSES MILITAIRES

Il faut d'abord préciser que, même lorsqu'elles apparaissent comme dictées par des impératifs strictement politiques, les dépenses militaires ont un fondement économique. Car les impératifs politiques ont eux-mêmes toujours un fondement économique. On peut dire, en d'autres termes, que la politique est de l'économie concentrée. La guerre et sa préparation en régime capitaliste ont toujours eu pour origine les rivalités économiques, la guerre commerciale, la lutte pour la conquête des marchés et pour l'accès aux ressources, pour le partage des colonies d'abord, des zones d'influence ensuite. La « course aux armements » qui, pendant la période de la guerre froide, a marqué les relations entre les pays de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie, et au premier titre les relations entre les États-Unis et l'URSS, était certes l'expression d'une rivalité politique entre pays de régimes différents. Mais ce qui fondait cette rivalité politique, ce sont les conditions économiques

de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. L'expropriation du capital dans les pays de l'Est, la planification étatique de l'économie et le monopole d'État du commerce extérieur qui en découlent, représentaient pour le capitalisme mondial un obstacle à son fonctionnement planétaire, un obstacle à la libre circulation des marchandises et des capitaux dans le monde entier ; ils étaient aussi un point d'appui à partir duquel de nouvelles entailles au régime de la propriété privée des moyens de production risquaient de venir menacer encore davantage l'accumulation privée.

L'intérêt vital du capital est de préserver les meilleures conditions de son accumulation dans le monde entier et de les rétablir là où elles ont été supprimées. La « course aux armements », dont l'impulsion principale provenait, au nom des pays capitalistes, du plus puissant d'entre eux, les États-Unis, était un moyen de la poursuite de cet objectif, et sans même qu'une guerre effective ne soit jamais déclenchée. Impliquant des pays de productivités fort inégales (la production par habitant aux États-Unis était au moins deux fois plus élevée qu'en URSS), elle imposait à l'économie la plus faible, celle de l'URSS, un lourd fardeau. L'affaiblissement économique qu'elle a entraîné a rendu l'URSS plus dépendante du marché mondial et les acquis de l'expropriation du capital plus vulnérables aux pressions de ce marché. L'objectif fondamental ainsi visé par la course aux armements, même s'il semblait se réduire à sa dimension politique, était d'ordre économique, à savoir le rétablissement de la libre circulation des marchandises et des capitaux en URSS et dans les autres pays de l'Est et par là la remise en place à l'échelle mondiale des meilleures conditions de l'accumulation du capital.

Si la rivalité principale pendant toute cette période était celle qui opposait l'URSS aux États-Unis, ou d'une manière plus générale les pays de l'OTAN à ceux du Pacte de Varsovie, c'est que les vieilles rivalités entre puissances capitalistes qui ont conduit aux deux guerres mondiales avaient en quelque sorte été mises en veilleuse derrière un intérêt commun à défendre les intérêts du capital au-delà de ses composantes nationales et à viser le rétablissement du capitalisme à l'Est. C'est aussi et surtout qu'aucune d'entre elles n'était en mesure de contester la suprématie états-unienne imposée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Si les rivalités latentes entre puissances capitalistes devaient pourtant resurgir à la suite de la désintégration des régimes politiques de l'Est, elles seraient le fruit des mêmes motivations économiques de fond liées à la concurrence entre les capitaux dans le cadre général de l'accumulation.

UNE BASE DE LA RECHERCHE TECHNOLOGIQUE AVANCÉE

Le fondement du système est économique. Le principe moteur en est l'accumulation du capital dont la réalité matérielle sous-jacente est le renouvellement incessant de la base industrielle. Dans ce cadre, les dépenses militaires ont été et continuent à être une base de la recherche technologique avancée, de l'innovation nécessaire à l'amélioration de la productivité industrielle. Recherche et développement, essentiels à la mise au point de nouvelles techniques industrielles, voient ainsi leur financement largement assuré par l'État par l'intermédiaire de la recherche militaire, dans des conditions où les coûts et les risques deviennent prohibitifs pour l'entreprise privée. Par le biais d'un objectif désigné comme « d'intérêt national », à savoir la « défense du pays », objectif qui apparaît comme purement politique, l'État intervient d'emblée sur le terrain économique pour prendre à son compte une dimension clé du développement industriel. Malgré lui et en apportant son soutien à une accumulation qui continue à être privée, l'État introduit des éléments de planification que la dimension de plus en plus sociale des forces productives et les difficultés croissantes de l'accumulation privée lui imposent contradictoirement comme une nécessité. L'intervention étatique développe « hors marché » des palliatifs néanmoins destinés à renforcer l'économie de marché. L'innovation industrielle dont s'abreuve l'accumulation privée se trouve largement alimentée par les retombées de la recherche militaire financée par l'État. Les secteurs de la sidérurgie, de l'électronique, de l'aérospatial, des micro-ordinateurs, pour ne citer que ceux-là, en sont des exemples vivants.

Ces observations aident à comprendre la spécificité des dépenses militaires et le fait qu'elles disposent d'un traitement de faveur au moment même où toutes les autres dépenses publiques sont l'objet de compressions. Aucun critère moral ne peut guider l'analyse dans l'appréciation de cette spécificité. Il ne s'agit pas de savoir si les dépenses militaires et la formidable accumulation de moyens de destruction à laquelle elles conduisent sont rationnelles ou non du point de vue des besoins de la population ou des intérêts de l'humanité. Sous ce rapport, la réponse est immédiate. Les dépenses militaires sont entièrement irrationnelles, négatives. Elles détruisent vies humaines et forces productives, elles sont une menace pour la survie même de l'humanité. Elles impliquent un immense gaspillage de ressources qui pourraient être utilisées à d'autres fins, etc. Du point de vue du capital cependant, et non plus du point de vue des besoins de la population, il en est autrement. Du point de vue du capital, les dépenses militaires ont une rationalité. Le capital a besoin du militarisme qui est pour lui une force d'entraînement même s'il est

simultanément pour lui une dépense parasitaire. Envisagées sous cet aspect, les dépenses militaires ne peuvent être remplacées par aucune autre dépense publique.

LA PAIX INDÉSIRABLE

Un nombre impressionnant d'études ont été produites sur les questions du désarmement, de la reconversion de l'industrie militaire en industrie civile, sur les conséquences économiques de la paix, etc. L'une d'elles se distingue par le caractère tranché et dramatique, mais néanmoins lucide, des conclusions auxquelles elle parvient. Elle est le résultat de recherches menées aux États-Unis dans le plus grand secret, dans les années 1960, par une équipe constituée de stratèges militaires et de chercheurs issus des disciplines les plus diverses, sélectionnés dans les grandes universités états-uniennes. Le rapport final, qui devait demeurer secret, a été rendu public grâce à un de ses membres, l'économiste John Kenneth Galbraith. Intitulé *Report from Iron Mountain. On the Possibility and Desirability of Peace*⁵, il a été publié en français sous le titre *La paix indésirable? Rapport sur l'utilité des guerres*⁶. Les conclusions principales de l'étude sont les suivantes :

- la guerre (prise au sens large, c'est-à-dire incluant la production militaire en temps de paix, en un mot le militarisme ou l'économie d'armement) offre le seul système digne de confiance pour « stabiliser et contrôler » les économies nationales ;
- elle est la source de l'autorité politique qui assure la stabilité des gouvernements ;
- elle est sociologiquement indispensable pour assurer le contrôle de « dangereuses subversions sociales et des tendances destructrices anti-sociales » ;
- elle remplit une fonction malthusienne indispensable ;
- elle fournit « la motivation fondamentale et la source des progrès scientifiques et techniques ». (p. v et vi)

Pour ces raisons, la paix est « indésirable ». Il n'est pas dans l'intérêt de la société de parvenir à la faire régner. Le militarisme permanent est une institution favorable à la prospérité nationale (*ibid.*, p. 14-15).

On peut facilement identifier les fonctions visibles de la guerre : défendre le pays contre une attaque d'un autre pays, dissuader ce dernier de se livrer à une telle attaque, etc. Mais, explique l'étude, il y a, au-delà de ces fonctions visibles, les fonctions invisibles, implicites, qui font de la guerre ou de sa préparation « la force dominante de nos sociétés ». Parmi elles, en premier

lieu, les fonctions économiques. Sur ce plan, l'étude souligne d'abord « l'utilité sociale manifeste du gaspillage militaire », c'est-à-dire de la destruction pure et simple de ressources. Dans des sociétés « comme celles qui ont acquis la possibilité de produire plus qu'il n'est indispensable à leur survie économique, les dépenses militaires peuvent être considérées comme le seul volant de sécurité pourvu d'une inertie suffisante pour stabiliser les progrès de leurs économies ». Le fait que la guerre soit un « gaspillage » est précisément ce qui la rend susceptible de remplir ces fonctions. Et « plus vite l'économie accomplit des progrès, plus lourd doit être ce volant de secours »⁷.

Les dépenses militaires, étant soumises à des décisions discrétionnaires de l'État, fournissent selon l'étude un « balancier » ou un « pare-chocs » permettant de compenser les contractions susceptibles de se produire dans le secteur privé. Cette fonction, pleinement réalisée par les dépenses militaires, n'est qu'imparfaitement remplie par les autres dépenses publiques, notamment les programmes sociaux, du fait que ces programmes deviennent normalement des activités régulières et ne sont plus dès lors sujets à un contrôle discrétionnaire. Au-delà de sa fonction de « gaspillage », la guerre, explique ensuite l'étude, exerce un effet stimulant de premier plan sur les progrès industriels, sur la croissance du PNB, l'emploi, etc. Elle agit comme « stimulant du métabolisme national ». « Aucun ensemble de techniques destinées à garder le contrôle de l'emploi, de la production et de la consommation n'a encore été essayé qui puisse être, de loin, comparable à son efficacité » (*ibid.*, p. 95, 97 et 98).

Les fonctions politiques du militarisme examinées par la même étude méritent une attention particulière, notamment en ce qui concerne la fonction politique interne.

La guerre... a non seulement constitué un élément essentiel de l'existence des nations en tant qu'entités politiques indépendantes, mais elle a également été indispensable à la stabilité intérieure de leurs structures politiques. Sans elle, aucun gouvernement n'a jamais été capable de faire reconnaître sa « légitimité » ou son droit à diriger la société. La possibilité d'une guerre crée le sentiment de contrainte extérieure sans lequel aucun gouvernement ne peut conserver longtemps le pouvoir... L'organisation d'une société en vue de la possibilité de la guerre est la source principale de la stabilité... (*ibid.*, p. 100-101)

Nous retrouvons ici une vieille idée, exprimée par le mercantiliste et ancêtre lointain de la théorie quantitative de la monnaie, Jean Bodin (1530-1596), dans un ouvrage de 1576 intitulé *La République*, et par Antoine de Montchrétien dans son *Traité de l'économie politique* écrit en 1615. Elle sera

reprise au début du xx^e siècle par Rosa Luxembourg. En reculant encore davantage dans l'histoire jusqu'au début du xvi^e siècle, on peut retrouver chez Machiavel (1469-1527), l'auteur du célèbre ouvrage *Le prince* écrit en 1513, un rapport étroit avec l'idée suivante exprimée par les auteurs de la *Paix indésirable* ?

Dans les sociétés modernes de démocratie avancée, le système social fondé sur la guerre a procuré aux chefs politiques une autre fonction politico-économique d'une importance qui ne cesse de grandir : ce système a été utilisé comme la dernière sauvegarde contre l'élimination de classes sociales nécessaires. . . Le maintien du système fondé sur la guerre doit être assuré, quand ce ne serait que pour la seule raison, sans parler des autres, qu'il permet de conserver, en qualité et en quantité, les pauvres dont une société a besoin aussi bien à titre de stimulant que pour maintenir la stabilité intérieure de l'organisme qui assure son pouvoir. (*ibid.*, p. 102-103)

On comprendra facilement que les moyens politiques de la « stabilité interne » du pays, exposés ici sans détour ni artifice de langage, sont précisément ceux qui visent à préserver les rapports économiques existants entre le travail salarié et le capital et à assurer à ce dernier le maintien des meilleures conditions de sa fructification.

« L'ARME LA PLUS PUISSANTE DE L'ÉCONOMIE »

Au cœur de la plus intense relance des dépenses militaires en temps de paix de toute l'histoire, après l'arrivée au pouvoir du président Ronald Reagan en 1981 (augmentation de 60 % en cinq ans, de 1981 à 1985), la revue états-unienne *Business Week* du 21 octobre 1985 publiait un article intitulé « Pentagon's spending is the economy's biggest gun » (Les dépenses du Pentagone sont l'arme la plus puissante de l'économie). Après trois années d'une reprise économique marquée par la plus grande incertitude, expliquait la revue, « les économistes comptent sur une constante pour faire marcher l'économie : les dépenses militaires ». Cinq ans plus tard, le 2 juillet 1990, la même revue publiait un article intitulé « Who pays for peace ? » (Qui doit payer pour la paix ?), expliquant que « lorsque la paix éclate » (when peace breaks out), les plus sombres perspectives apparaissent à l'horizon pour la santé de l'économie et l'emploi (« with peace comes a lot of pain »). Et le risque de voir la paix « éclater » était alors effectivement réel pour une économie avide d'activité militaire. La réduction des tensions entre l'Est et l'Ouest, amorcée en 1985 par les négociations en vue de la réduction des stocks d'armes nucléaires et conventionnelles et précipitée par les profonds bouleversements

dans les pays d'Europe centrale et orientale et en URSS à partir de 1989, supprimait toute justification à la traditionnelle course aux armements engagée à l'époque de la guerre froide.

JUSTIFIER L'ESCALADE MILITAIRE

Il fallait trouver une nouvelle justification à l'escalade militaire et celle-ci n'a pas tardé à être élaborée. Aux conflits de « petite intensité » (opérations anti-guérilla) et de « forte intensité » (entre les États-Unis et une puissance militaire majeure comme l'avait été l'URSS jusque-là), sont venus s'ajouter, dans la nomenclature du Pentagone, les conflits de « moyenne intensité », engageant les forces armées états-uniennes dans de violents combats contre des « puissances régionales bien armées ». Dans le contexte de la modification du paysage politique mondial, ce sont ces conflits de moyenne intensité qui étaient vus désormais par les stratèges du Pentagone comme ceux en prévision desquels les États-Unis devaient se préparer. Aux yeux du président d'alors, George Bush père, l'émergence d'adversaires bien équipés du tiers-monde devenait la menace majeure pour la sécurité des États-Unis. Son secrétaire d'État à la défense, aujourd'hui vice-président des États-Unis, Richard Cheney, présentait un plan de défense pour les années 1992-1997 mettant l'accent sur d'éventuels conflits avec des puissances régionales comme la Syrie et l'Irak.

On étendait par la suite à la Chine et à la Russie une menace militaire potentielle à laquelle les États-Unis pourraient avoir à faire face, en raison, notamment, de l'épuisement à prévoir des ressources pétrolières états-uniennes et de l'existence en mer Caspienne et en mer de Chine de zones riches en pétrole et en gaz naturel. Le général A. M. Gray du corps des *Marines*, dans une déclaration de mai 1990, résumait clairement les véritables enjeux en disant que si les États-Unis veulent demeurer une super puissance, ils doivent défendre leur libre accès aux marchés extérieurs et aux ressources nécessaires aux besoins de leurs industries. Pour cette raison, expliquait-il, il leur faut déployer une capacité d'intervention militaire capable de répondre à tous les types de conflit, partout dans le monde. En d'autres termes, ils doivent se donner les moyens voulus pour continuer à imposer leur suprématie à tous les niveaux, économique, politique et militaire. Cette suprématie doit être imposée aux pays du tiers-monde, mais réaffirmée également face aux autres pays industrialisés⁸.

À la lumière de ces données, on peut comprendre que les enjeux du conflit dans le Golfe arabo-persique au début de 1991 allaient bien au-delà de ce qui avait été initialement invoqué pour justifier l'attaque contre l'Irak,

à savoir la « libération » du Koweït. Pour les pays industrialisés et au premier chef les États-Unis, il y avait l'accès au pétrole et le contrôle de son prix. Pour les États-Unis, il y avait la nécessité d'affirmer et de consolider leur position de leader du monde. La guerre leur a fourni par ailleurs le laboratoire où ils se sont efforcés de justifier, par les résultats sur le champ de bataille, les énormes dépenses réalisées jusqu'alors pour développer des armes-vedettes comme le missile de croisière Tomahawk, le bombardier furtif (« stealth ») et le missile antimissile *Patriot*, armes dont le développement très onéreux avait suscité de grandes controverses dans la population états-unienne. Elle leur a également fourni l'occasion de convaincre la population de la nécessité de s'engager encore davantage dans le développement d'armes plus précises, plus dévastatrices, améliorées en vue de corriger les erreurs ou insuffisances révélées par ce laboratoire, des armes qui reposent sur une technologie encore plus poussée et dont les coûts ne cessent de croître.

Après l'intervention militaire de 1991 en Irak, la dislocation de la Yougoslavie devait fournir l'occasion d'un développement significatif dans la voie de l'affirmation de l'hégémonie états-unienne, par l'élargissement du cadre et de la mission que les États-Unis ont donnés à l'OTAN, c'est-à-dire par sa transformation en puissance d'agression multinationale sous commandement états-unien, avec l'accord servile de l'ensemble des pays capitalistes industrialisés, dont plusieurs ont été dirigés en Europe au cours des dernières années par des gouvernements se réclamant de la gauche. Conçue à l'origine comme une alliance défensive pour faire face à la prétendue menace de l'URSS, l'OTAN s'est non seulement maintenue, mais renforcée après la disparition du Pacte de Varsovie, s'adjoignant même des ex-satellites de l'URSS, comme la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. La Russie à son tour signera un accord avec l'OTAN en 2002. Pour imposer leur dictature exclusive au sein de l'alliance et placer sous la coupe de l'OTAN l'ensemble de leurs alliés, les États-Unis ont pesé de tout leur poids pour empêcher la constitution d'un système européen autonome de défense.

L'OTAN est devenue un instrument privilégié d'intervention, d'abord avec la complicité du conseil de sécurité de l'ONU qui lui a confié la tâche de faire appliquer ses résolutions sur la Bosnie, c'est-à-dire dans une zone située en dehors de la région à laquelle s'appliquait à l'origine le traité de l'Atlantique Nord, puis en se substituant entièrement aux Nations Unies dans la crise serbe pour s'engager unilatéralement dans une guerre d'agression non déclarée contre la Serbie malgré l'opposition de la Chine et de la Russie et sans résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. L'objectif évident des États-Unis dans cette guerre, loin d'être l'imposition du droit des Kosovars à l'indépendance politique (qu'ils ne désirent pas plus que celle des Kurdes en Turquie),

était de gérer par l'intervention politique et militaire directe l'une des situations politiques déstabilisantes pour la bonne marche néolibérale de l'économie et la santé des marchés financiers.

LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001 : L'ALIBI « PROVIDENTIEL »

Un nouveau pas, décisif, a été franchi avec la riposte aux attentats terroristes du 11 septembre 2001. Ayant défini ces attentats comme des « actes de guerre » contre les États-Unis, le président Bush, disposant des pleins pouvoirs, s'autorisait à y riposter militairement, prenant directement à sa charge, sans interposition de l'OTAN, l'ensemble des opérations militaires en Afghanistan, puis en Irak, et ordonnant aux pays alliés la marche à suivre, à la faveur de l'ultimatum : « Vous êtes avec nous ou contre nous ». Dans cette foulée, la fin de 2001 et le début de 2002 ont été marqués par des décisions d'une importance majeure relativement à l'attitude des États-Unis face aux traités internationaux de contrôle et de réduction des armements signés au cours des trente années précédentes. En décembre 2001, ils annonçaient leur dénonciation du traité « anti-missiles balistiques » (ABM) signé en 1972 avec l'Union soviétique pour relancer avec force le projet de bouclier anti-missiles dont l'idée était née sous la présidence de Ronald Reagan. En janvier 2002, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, exposait la nouvelle doctrine militaire des États-Unis portant de deux à quatre « théâtres majeurs » la capacité d'intervention militaire à mettre sur pied. Quelques semaines plus tard, à la mi-mars 2002, le *Los Angeles Times* rendait public un document secret du Pentagone intitulé *Nuclear Posture Review* (Révision de la politique nucléaire) évoquant rien de moins que l'hypothèse de l'utilisation de l'arme nucléaire contre des « nations hostiles », parmi lesquelles la Russie, la Chine, l'Irak, l'Iran, la Libye, la Syrie et la Corée du Nord.

À la faveur des attentats du 11 septembre 2001, le concept même de « défense nationale » était élargi pour inclure une nouvelle dimension d'une importance significative, celle de la « sécurité nationale ». Un département de la sécurité nationale doté d'un énorme budget, dont l'idée germe depuis longtemps, a été créé en 2002 et coexiste désormais avec le département de la défense créé à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pour assurer la sécurité nationale, le président Bush annonçait en juin 2002 l'intention des États-Unis de recourir, « si nécessaire », à des interventions militaires préventives contre leurs adversaires. Cette préoccupation malade à l'égard de la sécurité nationale est vouée à jouer un puissant rôle de promotion du développement des technologies de l'information et des communications dont les évidentes retombées industrielles à venir viennent stimuler de nouveau

un marché boursier qui avait été dévasté par l'effondrement en mars 2000 de la bulle de la « nouvelle économie », celle précisément des valeurs technologiques. La conséquence de l'ensemble de ces décisions : une reprise spectaculaire des dépenses militaires mondiales qui ont bondi de 11 % en 2003 par rapport à 2002 après une hausse de 6,5 % l'année précédente, pour atteindre les 1 000 milliards de dollars. Si les États-Unis comptent pour près de la moitié de cette somme, les autres pays, parmi lesquels le Japon qui entend réviser sa constitution en conséquence et la Russie qui souhaite retrouver son statut de grande puissance, sont entraînés dans leur sillage, ce qui pousse les États-Unis à accélérer encore davantage leur rythme afin de préserver leur position de domination absolue.

En déclenchant leur agression contre l'Irak au printemps 2003 malgré l'opposition du conseil de sécurité de l'ONU et en violation du droit international, les États-Unis ont franchi un pas qualitatif dans l'escalade des moyens entrepris pour imposer leur superpuissance économique, politique et militaire au reste du monde. Un pas qui constitue pourtant l'aboutissement d'une politique qui cherchait déjà à s'exprimer, quoique de manière encore timide, dès leur émergence comme puissance hégémonique en voie de se substituer à la Grande-Bretagne entre les deux guerres mondiales ; le président Woodrow Wilson avait alors déclaré que les États-Unis fourniraient au monde le gouvernement unique dont il avait besoin. Cette politique a marqué, après la Deuxième Guerre, les 45 années d'opposition à l'Union soviétique, au cours desquelles les États-Unis, selon les paroles de l'ex-président Richard Nixon, estiment avoir agi « en fondés de pouvoir de toute la civilisation occidentale ». Elle n'a cessé de s'affirmer depuis l'effondrement des régimes staliniens d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique à partir de 1989.

Pour mettre en lumière à quel point cette aspiration à agir comme « fondés de pouvoir de la civilisation occidentale » a toujours été liée au besoin vital de garantir l'approvisionnement du pays en ressources, en particulier en ressources pétrolières, il est opportun de rappeler la doctrine proclamée en 1980 par le « pacifiste » James Carter, prix Nobel de la paix, alors qu'il était président des États-Unis, selon laquelle toute tentative d'obstruction de la distribution de pétrole serait considérée comme une menace visant les intérêts vitaux des États-Unis et de leurs alliés et que tous les moyens nécessaires pour repousser cette menace devraient être employés, y compris la force militaire.

Tout compte fait, les événements du 11 septembre 2001 n'ont-ils pas été un alibi « providentiel » pour les faucons états-uniens dirigés par le président Bush, malgré les pertes de vie à déplorer, les coûts de la reconstruction des infrastructures détruites à New York et à Washington et la sérieuse atteinte

au prestige du géant attaqué dans ses plus chers symboles? Ils leur ont en effet redonné à la fois un adversaire à combattre *hic et nunc* et la justification d'une nouvelle relance des dépenses militaires et d'un redéploiement sans précédent de leur intervention à travers le monde.

L'ÉTAT DE SANTÉ ÉCONOMIQUE DE LA PUISSANCE HÉGÉMONIQUE

Quel aura été l'effet de cette relance massive des dépenses militaires sur l'économie des États-Unis dont le président Bush rappelait en janvier 2002 dans son *Discours sur l'état de l'Union* qu'elle était alors en récession, peu après le déclenchement de la guerre en Afghanistan? Pour mettre les choses en perspective, précisons que même si, à 400 milliards de dollars, les dépenses militaires prévues dans l'exercice budgétaire de l'année 2004 sont équivalentes aux dépenses militaires de tous les autres pays réunis, ce montant, si élevé soit-il, ne représente toutefois que 3,6 % d'un PIB qui s'élève à près de 11 000 milliards de dollars en 2004. À des fins de comparaison, les dépenses militaires représentaient en moyenne 38 % du PIB au cours des trois dernières années de la Deuxième Guerre mondiale, 13 % pendant la guerre de Corée et 8 % pendant la guerre du Vietnam. Ces fortes dépenses militaires avaient contribué à faire passer le taux de croissance annuel du PIB à une moyenne de 11 % de 1940 à 1945, de 6 % de 1950 à 1954 et de 4,5 % de 1964 à 1973. Le taux de chômage pour sa part était passé de plus de 14 % en 1940 à 1 % en 1944, de 5 % en 1950 à 3 % en 1953 et de 4,5 % en 1965 à 3,5 % en 1969. La reprise de la croissance dont on peut parler aujourd'hui est beaucoup plus modeste, de l'ordre de 3,5 % à 4 % pour les années 2003 et 2004 avec une prévision de retour à 3,5 % pour 2005, même si elle est plus élevée que la moyenne des pays industrialisés. Quant au taux de chômage, il n'a diminué que faiblement à 5,4 % en 2004 à partir d'un niveau de 6,1 % un an plus tôt.

Mais le véritable état de santé économique du colosse se mesure aussi à l'ampleur de son double déficit et de l'endettement qui en découle. Nourri par les baisses d'impôts pour les riches et par les dépenses militaires, le déficit budgétaire atteint les 410 milliards de dollars en 2004, soit 3,6 % du PIB. Notons qu'il avait atteint 6 % du PIB au début des années 1980 lors de la frénésie de relance des dépenses militaires sous la présidence de Ronald Reagan. Plus grave, le déficit des échanges commerciaux avec l'étranger quant à lui s'élève à 615 milliards de dollars en 2004, soit 5,4 % du PIB. Il est en partie compensé par des revenus des placements à l'étranger de 45 milliards de dollars la même année. Pour ce qui est de l'endettement qu'engendrent

ces déficits, précisons qu'aux États-Unis, 45 % de la « dette détenue par le public » est détenue par des étrangers qui, s'ils décidaient pour quelque raison que ce soit, y compris pour des raisons de tension politique, de retirer massivement ces fonds, provoqueraient une puissante crise de financement d'une économie qui a développé au cours des décennies une remarquable dépendance face à l'étranger. Dominant de manière écrasante le reste du monde et drainant ses ressources, les États-Unis n'en sont pas moins d'une grande vulnérabilité.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Cet article est la version française d'une contribution à un ouvrage collectif intitulé *Incontournável Marx* qui sera publié au Brésil sous la direction du professeur Jorge Nôvoa de l'Université fédérale de Bahia.
2. Sanjeev Gupta, Jerald Schiff et Benedict Clements, « Worldwide Military Spending 1990-1995 », Document de travail n° 96/64 du FMI, 1er juin 1996, dont les conclusions ont été reproduites dans le numéro du 10 juin 1996 du *Bulletin du FMI* sous le titre « Chute des dépenses militaires : le monde touche les dividendes de la paix ».
3. Franklin C. Spinney, « Defense Time Bomb : F22/JSF Case Study. Hypothetical Escape Options », *Challenge*, juillet-août 1996, p. 23-33.
4. Les développements qui suivent sont tirés de Louis Gill, *Fondements et limites du capitalisme*, Montréal, Boréal, 1996, p. 649-669.
5. Iron Mountain est le nom d'une forteresse souterraine située dans l'État de New York et devant servir de refuge en cas d'attaque nucléaire. Elle a servi de lieu de rencontre au « Groupe spécial d'étude » qui a produit le rapport portant ce nom.
6. Chez Calmann-Lévy, en 1968, 212 pages.
7. *ibid.*, p. 89, 93 et 94
8. Voir Michael Klare : « Le Golfe, ban d'essai des guerres de demain », *Le Monde diplomatique*, janvier 1991, p. 1 et 18, *Rogue States and Nuclear Outlaws : America's Search for a new Foreign Policy*, Hill and Wang, New York, 1995, et « La nouvelle stratégie militaire des États-Unis », *Le Monde diplomatique*, novembre 1997, p. 4-5.